

Comment Joffrin et le PS font le jeu du FN



Tout d'abord *Libération* par la voix de son directeur accuse sur le plus pur ton stalinien [Michel Onfray de "faire le jeu du FN"](#). Crime de lèse-majesté ? Par exemple ceci :

Ainsi «le peuple» dont parle Onfray (c'est-à-dire le peuple dont il exclut les étrangers) sera rétabli dans ses droits prioritaires. Onfray pense-t-il cela, qui est la pierre angulaire du programme du FN ?

Il faudrait donc si l'on suit bien Joffrin *inclure* "les étrangers" au "peuple", ce qui reviendrait dans ce cas à y inclure tout le genre humain et par là dissoudre la notion même de "peuple", en particulier "français" (dont quelques "exceptions" substitueraient néanmoins en particulier le "marché" culturel...) à moins que Joffrin pense mondialement et se pense, d'abord, comme "citoyen du monde", ce qui est une identité, mais qui n'a pas (encore en tout cas) force de loi.

En attendant, il est vraisemblable que pour être cohérent avec cette dissolution de la notion de "peuple" Joffrin doit être aussi d'accord sur le fait que tout étranger puisse [prétendre aux mêmes droits en matière d'emploi y compris dans la fonction publique](#), bref, que certains emplois ne soient plus réservés aux détenteurs de la carte d'identité française (ce

qui peut cependant se discuter lorsqu'il y a réciprocité chez les autres "peuples"); il doit être alors aussi d'accord sur l'équivalence en matière de "droits sociaux" et de "droits politiques"...

Or, c'est ce qui, par contre, reste globalement sujet à caution (d'où, peut-être, la notion de "prioritaire" soulevée par Onfray -supra- et qui a suscité le courroux de Joffrin) car (et on le voit ces temps-ci dans la discussion en matière de logements sociaux réquisitionnés pour lesdits "réfugiés") le problème ne serait pas tant qu'un "étranger", du moins légalement là, puisse bénéficier aussi des droits sociaux, mais qu'il puisse en bénéficier *en ne faisant pas la queue* en quelque sorte, c'est-à-dire en passant devant tout le monde parce que, par exemple, grâce au regroupement familial il puisse devenir prioritaire sur tous les autres, c'est cela qui pose problème, du moins à partir des témoignages que j'ai pu recueillir auprès de jeunes couples sans enfant par définition ; de plus des étrangers pourtant sans autorisation légale peuvent bénéficier d'un certain nombre de droits en attendant que l'on statue sur leur cas, un statut qu'ils peuvent contourner en cas de refus s'ils ont un enfant qui naît sur le sol français.

Le problème n'est alors pas tant de remettre d'abord en cause "le droit du sol" que de se soucier réellement de justice sociale au sens fort des droits politiques qui restent distincts en effet entre citoyens et non citoyens (sauf à dissoudre la notion d'appartenance et donc de nation), or, en passant outre au fait que l'on n'a pas à faire passer en quelque sorte "avant" des couples parce qu'ils auraient des enfants, certains font comme si la question politique était réglée et donc vont faire passer "avant" des couples d'étrangers avec enfants, d'une part, tandis que, d'autre part, l'on ne construira pas les conditions nécessaires pour que tout le monde trouve son compte, du moins à terme, avec une politique du logement aux antipodes de celle qui existe actuellement et qui a vu la construction de logements diminuer.

Si 200.000 étrangers par an entrent légalement en France, et bénéficient de tels mécanismes (mettons pour l'instant à part les sans papiers qui peuvent être du même nombre) et si l'on ajoute que les étrangers déjà là en particulier nord-africains sont empêchés d'être bien intégrés par des politiques contradictoires qui à la fois veulent les maintenir dans leur culture d'origine et à la fois ne les accompagnent pas réellement dans leur insertion, cette conjonction de facteurs ne peut pas ne pas peser négativement en période de crise mutationnelle profonde et d'effondrement institutionnel et moral.

Lorsque Onfray dit alors plus loin qu'il en veut plus aux gens qui ont permis à Marine Le Pen de prospérer qu'à celle-ci, la réponse, stalinienne, de Joffrin stipulant qu'Onfray "fait le jeu du FN" en dit long sur le degré d'aveuglement d'une élite politico-médiatique qui non seulement va droit dans le mur mais accélère en klaxonnant (même si elle veut faire passer en ville la limitation de vitesse de 50 à 30).

La critique à l'encontre d'Onfray aurait pu être plus subtile en lui indiquant par exemple que contrairement à ce qu'il croit ce n'est pas l'étatisme le monopole et la fermeture des marchés qui ont permis la baisse mondiale du taux de pauvreté mais précisément l'inverse, et que, au contraire, c'est justement quand la société civile est infantilisée comme le fut la société communiste, que la misère "sociale" se déploie, en ce sens qu'il ne suffit pas d'être instruit et soigné pour se sentir membre à part entière d'une société, il faut aussi avoir le sentiment de "changer la vie", de "transformer le monde" et de ne pas seulement "l'interpréter" (comme disait K.M).

Or, avec le socialisme façon Joffrin/Hollande, c'est bien la réclusion du "peuple" à une "masse" d'assistés, d'"handicapés" divers, et sous anti-dépresseurs (handicapés de plus en plus jeunes : les "dys"/lexiques, orthographiques, mathématiques se répandent au Collège) c'est cette infantilisation qui pose de plus en plus problème ; par exemple lorsqu'on le somme de ne pas contribuer à "élargir le trou de la sécu"(depuis que le

budget social a été absorbé dans le budget étatique) en traquant le "peuple" dans sa prise de tabac, d'alcool, dans sa conduite automobile, sans se demander outre mesure non seulement si cette répression s'avère réellement efficace, mais, surtout, si elle vise vraiment les causes : pourquoi plutôt les jeunes les femmes, les chômeurs, bref, les plus anxieux fument autant, pourquoi certains jeunes boivent-ils si abruptement ? Pourquoi la prise de drogue en période de basses eaux spirituelles et culturelles est-elle si forte, pourquoi l'art ne répond plus à certaines aspirations d'élévation tant il est réduit à de l'illustration ou de la provocation (ce qui d'ailleurs fait dire que la véritable oeuvre d'art visée n'est pas telle écrevisse géante ou sex toy et autre "dirty corner" exubérant, mais le fait d'avoir réussi à faire croire que c'était de l'art et de l'ériger tel avec de l'argent public...).

Il y a pis, bien sûr, comme toutes ces "aides" diverses qui en réalité ne font que justifier l'emploi de ceux qui les distribuent (des bibliothèques entières sont pourvues sur le sujet) alors qu'en appliquant certaines mesures adéquates (*idem*) non seulement ces aides ne seraient pas nécessaires mais elles permettraient à la société civile de se déployer dans ce qu'elle sait faire (s'occuper de ses affaires) tout en étant capable d'éloigner renards et loups s'ils ne pensent qu'à se payer des poules gratuitement (DSK par exemple pensait réellement qu'elles étaient gratuites).

Au lieu de cela nous assistons de plus en plus au retour des dames patronnesses avec d'une part une ministre de la santé qui veut, en plus de ses diatribes (inefficaces) sur le tabac et l'alcool, réduire les médecins à de simples distributeurs d'ordonnances d'une médecine par ailleurs périmée tant les symptômes sont à étudier également du point de vue psychologique et psychosomatique.

D'autre part avec la ministre de l'Éducation qui sous prétexte d'enseignement "moral" persiste et signe dans la théorie du genre ("qui n'existe pas") [comme l'a révélé il y a quelques jours RTL](#) en prétendant que danser serait féminin et avoir du

pouvoir masculin, ce qui revient non seulement à renforcer les "stéréotypes" comme le pense RTL, mais surtout à accroître la confusion des genres en ce sens qu'il faudrait être en fait à la fois homme et femme pour bénéficier de ces qualités (réduisant la sensibilité à la féminité et la détention de "pouvoir" à la masculinité,) d'où en fait la promotion de l'idéologie "queer" luttant contre "l'hétéro-normativité" qui en fait réduit l'amitié forte entre deux personnes du même sexe à un "refoulement" qu'il faudrait nécessairement combattre comme si l'amour ne devrait être que sexuel. Observons d'ailleurs comment en classe de seconde et première préparant au bac de français les auteurs comme Laclos (*Les liaisons dangereuses*) sont préférés à Abélard (*Lettres à Éloïse*) ou comment la pensée libertine est promue au détriment des réflexions sur l'amour courtois, comment est-on passé d'un extrême à l'autre, du rapport à l'amour sexuel qui devrait être uniquement lié à la reproduction d'un côté, à la réduction, de l'autre côté, de l'attraction envers autrui à l'impératif de sa consommation sexuelle ; tout en se moquant par ailleurs de ceux qui ont "beaucoup" d'enfants, laissant dans ce cas aux immigrés à venir le soin de pallier au gouffre démographique comme on le voit en Allemagne, des immigrés cependant qui (pour une minorité, pour l'instant) veulent s'immuniser de cette conception réductrice de l'amour au sexe en réinstallant alors la vision traditionnelle inverse réduisant l'amour à la reproduction et à la suprématie de l'homme sur la femme.

Tout est lié parfois, même s'il faudrait rentrer dans les détails.

In fine observons qu'en ces temps d'élections régionales (pour commencer...) l'infantilisation "socialiste" bat aussi son plein avec des baisses d'impôts artificiels ou des reports politiques de baisses de charges afin de gauchir une image politique trop "droitisée" à coup de Macron etc.

Ainsi, alors que l'on peut voir son impôt tripler parce que l'on a gagné 2000 euros de plus dans l'année (passant de 340 euros à 1000 euros) mais diminuer de 79 euros grâce à cette

“baisse” supposée (921 euros), de l’autre côté le Pouvoir va retarder de trois mois la baisse de charges prévue (de janvier à avril 2016) pour chercher vraisemblablement et artificiellement querelle à un Patronat accusé de ne pas “remplir son rôle de créateur d’emplois” alors qu’il bénéficie de “110 milliards d’euros” ; sauf que ces aides sont précisément la corde à la patte permettant de justifier certains rôles et fonctions inutiles, et c’est précisément ceci qui va être en jeu dans les mois et années à venir car la question centrale reste celle-ci :

comment faire en sorte que le plus grand nombre puisse prospérer dans la justice et la liberté ? On serait alors bien loin des discussions et des clivages stéréotypés...

Sauf que l’Histoire avance souvent du “mauvais côté”...Mais gageons, comme le chantait déjà Jacques Dutronc que d’aucuns sauront y faire (comme cela se trame déjà dans les alcôves) en *“retournant sa veste toujours du bon côté”*...

Lucien Samir Oulahbib